

Source : www.olucome.bi

COMMUNIQUE DE PRESSE N°04 /OLUCOME/04/07 PORTANT SUR L'INDIFFERENCE DU PARLEMENT QUANT AUX SCALES DE CORRUPTION ET DE MALVERSATIONS ECONOMIQUES

Dans ses missions, le parlement, représentant du peuple vote les lois et contrôle l'action gouvernementale. Depuis Août 2005, les burundais ont placé beaucoup d'espoirs dans cette institution dont ils venaient de se doter. Un lourd fardeau de dossiers variés et multiples de corruption et de malversations économiques handicapait l'essor du pays dans son développement.

L' OLUCOME avait déjà mis en exergue nombre de dossiers où l'Etat pouvait récupérer plus de 159 milliards de nos francs sans parler d'autres dossiers d'importance récemment révélés comme la vente de l'avion présidentiel **FALCON 50**, le chèque n°00119746 du 10/02/2006 émis par EMUG- ASS.CONS dans le dossier route Bujumbura – Rumonge, l'approvisionnement en carburant de tous les gouverneurs du Burundi chez l'Unique Station GLORIA depuis 2002, les 72 véhicules commandés par le Ministère de la Santé Publique sur les fonds PPTE, les scandales de corruption révélés par les honorables Hussen Radjabu et BASABOSE Mathias ,mais l'Observatoire reste étonné de voir que le parlement démocratique élu n'a jamais initié aucune commission d'enquête sur aucun de ces dossiers.

La session parlementaire du mois de Février 2007 va se clôturer probablement cette semaine du 23 avril 2007 avec un bilan largement négatif d'une seule loi votée. Pourtant, sans être exhaustif, elle aura coûté au peuple burundais qui croupit dans la misère innommable la jolie somme de 645 millions de nos francs soit 125000 FBU par mois et par parlementaire fois 3 mois fois 167 députés et sénateurs. **L' OLUCOME déplore cette forme de malversation qui rappelle le même comportement du parlement de transition en 2004 qui a refusé de voter le budget avant de voir leurs indemnités en fin de mandat accordées par le Chef de l'Etat de l'époque.**

Source : www.olucome.bi

Compte tenu de ce qui précède, L'OLUCOME demande aux parlementaires de se préoccuper davantage des intérêts du peuple qui les a élus avant les leurs.

Il est primordial que la session parlementaire ne soit pas clôturée avant d'aplanir les querelles qui les bloquent afin que les élus du peuple reviennent en session prochaine prêt à s'occuper directement de ces scandales de corruption et de malversations diverses.

Fait à Bujumbura , le 26/07/2007

Pour OLUCOME